



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 447 – 27 mai 2022

❖ Régional

150 M EUR de la BOAD pour 6 projets de développement en Afrique de l'Ouest

Le 19 mai 2022, le Conseil d'administration de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [a approuvé](#) 6 propositions de financement de projet dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest pour un montant global de 150,3 M EUR. Ils concernent : (i) au Bénin, un appui à la 2nde phase du Projet de sédentarisation des troupeaux de ruminants (ProSeR 2), à hauteur de 26,7 M EUR ; (ii) au Burkina Faso, un financement pour la 3^{ème} phase du Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) à hauteur de 22,9 M EUR et le renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou à hauteur de 6,9 M EUR ; (iii) au Sénégal, la construction de 1 529 salles de classe à hauteur de 38,1 M EUR et la construction et l'exploitation d'une centrale thermique de 120 MW à hauteur de 10 M EUR ; (iv) en Côte d'Ivoire, la construction et l'équipement de 4 lycées d'excellence et d'un collège de jeunes filles qui bénéficieront à près de 1 600 élèves (45,7 M EUR).

Le projet régional d'appui à la gestion durable des déchets dans l'UEMOA lancé

Le 23 mai 2022, le Projet régional d'appui à la gestion durable des déchets et de réduction des émissions de polluants organiques persistants non intentionnels (UPOP) et du mercure, [a été lancé](#) dans 6 Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Togo).

LE CHIFFRE À RETENIR

52%

Le taux d'emplois informels au Cap-Vert, c'est-à-dire sans droit à la protection sociale, ni aux congés annuels ou repos hebdomadaires payés

Il visera notamment à promouvoir les meilleures pratiques de gestion écologiquement rationnelle des déchets afin de réduire les émissions de polluants non-intentionnels, de mercure, de CO2 et de méthane conformément à l'Accord de Paris. D'un coût total de 73,3 Mds FCFA (11,1 M EUR), la mise en œuvre du projet devrait durer 5 ans sous la coordination de la Commission de l'UEMOA.

❖ Bénin

Lancement du processus pour la mise en œuvre de 4 centrales photovoltaïques

Lors du Conseil des Ministres du 25 mai 2022, le gouvernement [a approuvé](#) la signature, entre autres, de conventions de concessions, de contrats d'achat d'énergie électrique et de raccordement au réseau électrique en vue de la mise en place de 4 centrales solaires photovoltaïques. A terme, ces centrales devraient permettre de générer près de 50 MW et d'accroître l'offre d'électricité sur le territoire.

Pour rappel, 41,4% de la population disposait d'un accès à l'électricité en 2020 selon la Banque mondiale.

🍷 Burkina Faso

Une ligne de garantie de portefeuille de 3,8 M EUR de l'AGF en faveur des PME

L'African Guarantee Fund pour les petites et moyennes entreprises (AGF West Africa) a [accordé](#) une ligne de garantie de portefeuille d'un montant de 2,5 Mds FCFA (3,8 M EUR) à la Société Générale Burkina Faso (SGBF) pour accompagner les PME, l'entrepreneuriat féminin et l'économie verte dans le pays. Cette garantie de portefeuille est adossée au programme AFAWA Guarantee for Growth, une initiative conjointe de la Banque Africaine de Développement et de l'AGF qui vise à débloquer jusqu'à 3 Mds USD de prêts aux PME appartenant à des femmes en Afrique. Cette convention permettra à la SGBF, d'une part, d'accroître davantage son engagement sur le segment des PME/PMI et, d'autre part, de promouvoir le développement de l'entrepreneuriat vert et du leadership féminin dans le milieu de l'entreprise.

🍷 Cap-Vert

52% des emplois sont informels selon l'INE

En marge d'un atelier de validation du profil national de l'emploi tenu le 24 mai 2022, l'Institut national de la statistique (INE) [a déclaré](#) que près de 52% des emplois sur le territoire seraient informels, sans droit à la protection sociale ; tandis que l'emploi précaire s'élève à 22%. En outre, 35% des jeunes âgés entre 15 et 35 ans sont sans emploi et hors du système d'éducation ou de formation professionnelle en 2020. Enfin, si le salaire moyen au Cap-Vert est de 31 K CVE (281 EUR) par mois, 26% des salariés reçoivent moins de 14 K CVE (127 EUR), alors que le salaire minimum dans le pays est de 13 K CVE (118 EUR).

Progression des crédits à l'économie de 7,3% en g.a. à fin mars 2022

Dans son [bulletin mensuel des statistiques](#) pour le mois de mars 2022, la Banque centrale du Cap-Vert (BCV) a indiqué que les crédits à l'économie s'étaient établis à 142,3 Mds CVE (1,3 Md EUR) à fin mars 2022, soit une progression de 7,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression se justifie par la hausse de l'encours de la dette titrisée (+34,1% à 14 Mds CVE, soit 126,9 M EUR) et des prêts bancaires (+5% à 128,3 Mds CVE, soit 1 163,2 M EUR). Ces derniers ayant été boostés par la mise en place de plusieurs lignes de crédit bénéficiant d'une garantie de l'Etat afin de soutenir la reprise post-COVID des entreprises.

🍷 Côte d'Ivoire

Hausse de la production industrielle de 13,4% en g.a. en février 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), la production industrielle en volume [a enregistré](#) une progression de 13,4% en glissement annuel (g.a.) en février 2022. Cela se justifie principalement par la bonne performance des industries manufacturières (+16,7% en g.a.), en lien notamment avec les branches "fabrication d'articles d'habillement" (+257% en g.a.) et "fabrication de produits à base de tabac" (+62,1% en g.a.). A noter en outre la progression des industries extractives (+8,5% en g.a.) et des industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau (+3% en g.a.). Cette tendance a toutefois été atténuée par la baisse de production des industries environnementales (-3,5% en g.a.). En cumul, sur les 2 premiers mois de l'année 2022, la production industrielle a enregistré une hausse globale de 13,8% par rapport à la même période de 2021.

La Côte d'Ivoire présente sa "Vision 2030" au Forum économique mondial

Du 23 au 26 Mai, le Premier ministre a [conduit](#) une délégation ivoirienne au Forum économique

mondial (FEM) de Davos en Suisse. Cette **rencontre annuelle, réunissant des chefs d'Etat et de gouvernements ainsi que des dirigeants d'entreprises et d'institutions internationales**, a représenté une opportunité pour le Premier ministre **d'exposer les projets pour le développement de la Côte d'Ivoire** contenus dans la vision 2030 du gouvernement. Par ailleurs, ce forum était **également l'occasion pour le chef du gouvernement de présenter aux investisseurs les opportunités d'affaires du pays**. Il a ainsi participé à des panels afin de partager son expérience sur des sujets liés à la sécurité alimentaire et à la paix.

🇬🇲 Gambie

Le secteur tertiaire contribue pour plus de 57% au PIB en 2021

Selon [un communiqué](#) publié par le Bureau gambien des statistiques (GboS), le taux de croissance économique du pays est estimé à +4,3% en 2021, contre +0,6% en 2020 du fait de la pandémie à COVID-19. Ce rebond de la croissance est tiré principalement par le secteur secondaire (+10,4%), en lien notamment avec **l'activité de construction (+20,5%)**, ainsi que le secteur primaire (+4,7%). A noter tout de même la reprise du secteur tertiaire (+1,9% contre -5% en 2020), grâce au redressement des activités de **loisirs (+33,7%), d'hôtellerie et restauration (+20,2%)** et financières (+6,5%). Le secteur tertiaire demeure le principal contributeur au PIB, avec une part estimée à 57,5% en 2021, tandis que les secteurs primaire et secondaire y concourent à hauteur de 24,1% et de 18,4% respectivement.

🇬🇳 Guinée

Inflation à +11% en avril 2022 en g.a

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +11% en glissement annuel (g.a.) en avril 2022, contre +12,4% en g.a. le mois précédent. Ce **niveau d'inflation** se

justifie essentiellement par la hausse des prix des produits alimentaires, boissons et tabac (+12,6% en g.a.), en lien principalement avec celle des légumes (+32,3% en g.a.), du sel et des épices (+35,5% en g.a.) et du **lait, fromage et œufs** (+14,9% en g.a.). Viennent ensuite les prix de **l'ameublement** et des équipements ménagers (+27,1%). Toutefois, cette tendance a été atténuée par la baisse des prix des transports (-15,8% en g.a.), et dans une moindre mesure, du logement, eau, électricité et gaz (-0,3% en g.a.). Selon le FMI, **le taux d'inflation en moyenne annuelle** est projeté à +12,7% en 2022.

🇲🇱 Mali

Près de 24 M EUR du budget national pour le renforcement des stocks de riz

Lors du Conseil des Ministres du 18 mai 2022, le gouvernement [a approuvé](#) les marchés relatifs à la fourniture de 55 K tonnes de riz importé et 20 K tonnes de riz local, qui seront livrés dans les **magasins de l'Office des produits agricoles du Mali (OPAM) de Bamako et Tombouctou**. D'un montant total de 15,8 Mds FCFA (24,2 M EUR), cette opération, entièrement financée par le **budget national, s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale d'anticipation du renchérissement des prix et risque de rupture de stocks des produits de première nécessité**.

🇲🇷 Mauritanie

Signature d'accords pour développer des projets d'hydrogène et d'acier verts

Le 24 mai 2022, en marge d'un colloque sur les stratégies énergétiques et minérales, regroupant des acteurs tant publics que privés – notamment **autour de l'hydrogène** – plusieurs accords [ont été signés](#) : (i) le Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Energie a **signé des conventions** avec les sociétés CWP et Chariot pour le développement **des projets d'hydrogène verts AMAN et NOUR dans une période d'un an** et (ii) la Société nationale industrielle et minière (SNIM) et

ArcelorMittal ont signé un mémorandum d'entente pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la construction d'une unité de production de 2,5 M tonnes d'acier vert.

🌐 Niger

Adoption de 3 accords de financement d'un montant total de 294 M EUR

Le 19 mai 2022, le gouvernement a adopté les projets de loi autorisant la ratification de 3 accords de financement pour un montant total de 293,9 M EUR. Ils concernent respectivement : (i) un prêt d'un montant de 133,1 M EUR et un don de 109,6 M DTS (138,5 M EUR) signé avec l'Association internationale de développement (IDA, filiale de la Banque mondiale), pour le financement du projet d'accélération de l'accès à l'électricité dénommé "Haské" ; (ii) un prêt d'un montant maximum de 7 M EUR signé avec la même institution en sa qualité d'administrateur du Fonds fiduciaire multi-donateurs du Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique, pour le financement du même projet ; (iii) un prêt d'un montant maximum de 15,3 M EUR signé avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), pour le financement partiel du projet d'appui au fonds de développement de la finance inclusive.

🌐 Sénégal

Lancement des travaux de l'Agropole centre

Le ministre du Développement industriel et des PME a procédé au lancement officiel des travaux du premier module régional de l'agropole centre dans la région de Fatick (à l'est du pays), le 23 mai 2022. Les travaux devraient durer 15 mois et d'autres modules sont prévus dans les régions de Kaolack, Kaffrine et Diourbel qui, avec la région de Fatick, réalisent à elles quatre 61% de la production nationale d'arachides, 50% du mil produits dans le pays et 33% du maïs. A terme, les modules régionaux comprendront des unités

de transformation primaire et 15 plateformes départementales pour la collecte et le stockage des produits agricoles tandis qu'un module central sera réalisé en plus à Kaolack, avec des unités agro-industrielles pour la transformation secondaire et les services connexes. D'après le Ministre, l'agropole devrait générer un chiffre d'affaires de près de 234 Mds FCFA (356,8 M EUR) par an sur les 5 prochaines années, avec un impact positif sur les exportations.

Inauguration de la centrale photovoltaïque de Diass

Le 22 mai 2022, le Président du Sénégal et le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne ont inauguré la centrale photovoltaïque de Diass. D'un coût de 20 M EUR, cette infrastructure est dotée d'une capacité de 23 MW. Il s'agit de l'une des 3 composantes du Programme de promotion des énergies renouvelables initié par les deux pays pour un montant de 34 M EUR. La centrale devrait permettre d'alimenter en électricité plus de 33 000 ménages et, à l'Etat, d'économiser plus de 1,7 Mds FCFA (2,7 M EUR) par an en comparaison à une centrale thermique à fioul.

🌐 Sierra Leone

Les réserves de change en progression de 2,8% en décembre 2021 en g.m

D'après la revue mensuelle de l'économie de la Banque centrale de Sierra Leone (BSL), les réserves de change détenues par la BSL se sont établies à 948,3 M USD en décembre 2021, en progression de 2,8% par rapport au mois de novembre 2021. Les entrées de fonds enregistrées lors de ce mois se sont établies à 626 M USD, en lien principalement avec l'allocation générale de DTS et autres financements du FMI (376,1 M USD), les prêts de la Banque mondiale (100,6 M USD). A l'inverse, les sorties de fonds se sont établies à 378 M USD, en lien avec les achats de biens et services (338,3 M USD) et le service de la dette (39,6 M USD). En conséquence, le pays a

enregistré une entrée nette de fonds de 248 M USD pour le mois de décembre 2021.

Togo

6 M EUR de la KfW pour la formation agricole et le BTP

Le 18 mai 2022, l'Institut national de formation agricole de Tové (INFA de Tové) et l'Institut des Sciences Technologiques, Économiques et Administratives (FORMATEC) ont signé avec la KfW des conventions leur permettant de recevoir un appui de 2 Mds FCFA (3 M EUR) chacun. Pour l'INFA de Tové, ces fonds serviront notamment à la fourniture d'infrastructures et d'équipements de recherche en vue de renforcer la formation des femmes et des couches défavorisées. Pour l'Institut FORMATEC, ces ressources seront consacrées à la construction d'un laboratoire de référence en BTP et d'un centre de formation en énergies renouvelables.

Baisse de près de 25% de la production cotonnière en 2021-2022

La campagne cotonnière 2021-2022 s'est soldée par une production estimée à 50 000 tonnes, contre une prévision initiale de 130 000 tonnes et soit une baisse de 24,2% par rapport à la campagne précédente. Au cours de la campagne de cette campagne, 74 K ha de terres ont été exploitées, contre 193 K ha annoncés au début de la saison. Cette baisse s'expliquerait, selon la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT), par l'abandon de la filière coton au profit de la culture du soja qui serait plus rentable. Face à cette situation, la NSCT a pris de nouvelles mesures incitatives : hausse du prix du coton graine de 1^{er} choix à 300 FCFA (0,46 EUR) le kg (+13,2%) et à 280 FCFA (0,43 EUR) le kg (+24,4%) pour le coton graine de 2^{ème} choix. Pour la nouvelle campagne 2022-2023, l'objectif de production est de 146 K tonnes de coton.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international